

BND :

UNIQUE AU SERVICE DE TOUS

Mensuel d'Informations panafricaines

400 Fcfa

Continental

Infos

Directeur de Publication : Joseph KAPO

Réc. n°049/RDOP/J12/SASC

N° 078 du 27 février 2026

CEMAC



La 17^e édition de la FOTRAC se tient à Yaoundé

La capitale camerounaise abritera du 23 au 31 juillet 2026, une édition spéciale de la Foire Transfrontalière Annuelle d'Afrique Centrale (FOTRAC). Selon la présidente du Réseau des Femmes Actives d'Afrique Centrale (REFAC), Mme Danielle Nlate, la FOTRAC 2026

s'articulera autour de l'évaluation des actions de la coopération transfrontalière socio-économique, en vue d'une facilitation des échanges pacifiques et l'atteinte des objectifs du développement durable, à l'ère de la ZLECAF. P.4

CM14

Le Cameroun est prêt



Tous les atouts semblent réunis pour le succès de la Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui se tiendra à Yaoundé au Cameroun du 26 au 29 mars 2026. P. 3

NGAT-BANÉ

Les planteurs reçoivent des produits phytosanitaires



Dans le département du Nyong et So'o, région du Centre, l'objectif poursuivi par le Gic « Entre-Nous Plus » est de promouvoir la culture du cacao. P. 5

RCA

La Foire agropastorale s'est tenue à Bouar



La Fédération des femmes entrepreneurs de la République centrafricaine invite les femmes à se lancer davantage dans l'entrepreneuriat. P. 7

Le temps de la juvénalisation de l'appareil politico-administratif



Par Joseph KAPO

Au cours de son discours à la Jeunesse du 10 février 2026, le président de la République Paul Biya a annoncé diverses opportunités pour les jeunes, relativement au renouvellement des dirigeants des sociétés d'Etat, à la for-

mation du prochain gouvernement, et à la tenue des élections législatives et municipales.

En effet, le président de la République du Cameroun, Paul Biya, a bien planté le décor, lors de sa prestation de serment, le 06 novembre 2025. L'homme politique, dirigeant influent du continent, a lancé son septennat des Grandes espérances en promettant de placer les jeunes et les femmes au cœur de son action.

Bien avant cette annonce solennelle devant le Parlement, les grands Corps de l'Etat et les représentants diplomatiques, Paul Biya a mis en place le processus de juvénalisation, par la nomination des généraux de son armée, avec l'impulsion des quinquagénaires.

Par une série de décrets signés le 15 juillet 2025, des colonels et capitaines de vaisseau ont été promus au grade de général et contre-amiral, à la satisfaction de l'opinion nationale. Ces importants actes concernent sept officiers supérieurs de la gendarmerie, de l'armée de terre et de la marine nationale.

Dans le commandement, Gilles Christian

Sadi est devenu, à 38 ans, le plus jeune préfet du Cameroun, prenant ses fonctions dans le département du Nyong-et-Sou'o le 13 août 2025, marquant une nouvelle étape dans la juvénalisation du corps préfectoral. Il est à noter que d'autres jeunes administrateurs civils occupent des postes de sous-préfets.

A l'Autorité Portuaire Nationale (APN), Tsanga Mba Willie, un homme bien outillé, a été installé aux commandes comme DG depuis le 9 décembre 2025, ce à la suite du décret du président de la République du 28 novembre. Ce haut cadre qui réunit plus de 25 ans d'expérience dans le secteur portuaire camerounais, a déjà commencé à impulser une nouvelle dynamique managériale dans ce secteur névralgique de l'économie nationale.

Quelques jours avant la nomination d'un nouveau DG à l'APN, le président de la République, fidèle à ses engagements déclinés au cours de son discours de prestation de serment, a nommé Mme Marie Claire Dieudonnée Nseng Elang, magistrat hors hiérarchie, au poste de Procureur Général près la Cour suprême

par un décret du président de la République, le 20 novembre 2025. Pour la première fois, une femme était promue à ce prestigieux poste au sein des grands Corps de l'Etat.

Le 10 février 2026, en s'adressant aux jeunes à l'occasion de la fête à eux dédiée, Paul Biya est revenu à la charge : « ...j'entends veiller, à ce qu'un plus grand nombre d'entre vous, hommes comme femmes, se voient progressivement confier des responsabilités élevées, dans la gestion des affaires publiques ».

Cerise sur le gâteau, le président de la République a par ailleurs évoqué diverses opportunités : le renouvellement des dirigeants des sociétés d'Etat, la formation du prochain gouvernement et la tenue des élections législatives et municipales. Comme quoi, l'on retiendra l'annonce forte : une vague de jeunes sera désormais aux affaires au Cameroun. Bien plus, et plus que jamais, avec Paul Biya l'avenir du pays repose entre les mains de la jeunesse, fer de lance de la Nation.

ZOOM

COOPÉRATION

Le MINTP et la BID consolident leur partenariat

C'est à l'effet de renforcer la coopération entre le Cameroun et la Banque Islamique de Développement (BID), que le ministre des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi, a accordé, le 18 février 2026, une audience à une mission de l'institution financière.

Cette rencontre avait entre autres objectifs d'identifier et examiner les projets routiers prioritaires susceptibles d'améliorer la connectivité. Conduite par Hammad Hundal, Director of the Regional Hub of Abuja, la mission comprenait MM. Oussema Trigui, Country Operation Manager pour le Cameroun, le Tchad et le Niger, Bekzod Permanov, Operation Team Leader, ainsi que Mohamadou Awal, Field Representative. Les échanges ont porté sur le renforce-



ment de la connectivité routière, le désenclavement des bassins de production et la contribution des infrastructures au

développement économique inclusif. Le ministre des Travaux publics a évoqué ceux des projets financés par la BID, notamment ceux achevés, en cours et en perspective, tout en soulignant l'importance de ce partenariat dans la modernisation du réseau routier national.

La mission de la Banque a pour sa part, réaffirmé sa disponibilité à accompagner le Cameroun, notamment pour la construction du corridor Douala-Bangui et pour le financement de la route Mamfé-Akwaya, sous réserve de la

réalisation des études requises.

Dans le cadre de cette coopération, plusieurs projets à fort impact économique ont déjà été réalisés, parmi lesquels l'aménagement des routes Lena-Nsengbe-Tibati-Ngatt (167,3 km) et Olama-Bingambo (106 km), avec des infrastructures socio-économiques associées. Deux projets de grande portée sont sur le point de démarrer, il s'agit de la Phase II de la route Batchenga-Ntui-Yoko-Lena-Tibati-Ngaoundere et la réhabilitation de la route Douala-Bafoussam. D'autres dont Mamfé-Akwaya, Yaoundé-Bertoua-Garoua Boulai et Pont de la Mape-Banyo-Tibati-Meiganga, sont envisagés avec une recherche de financement à consolider.

B. E

Journal d'informations générales
Continental
Infos
400FCF

Réc. n°049/RDOP/J12/SASC
du 02 novembre 2018

Tél. : (237) 677 79 44 85 / 677 52 40 66

www.continental-infos.com ; e-mail : kapojoseph@yahoo.fr

Directeur de la publication :
Joseph Kapo
Tel. : 677 79 44 85

Conseiller à la rédaction :
Sylvestre Onana

Rédacteur-en-Chef :
Lucien Tchaptchet
Tél. : 694 60 01 64

Rédaction :
Abe Bijepi, Lucien Tchaptchet,
Christophe Mbassi, Madeleine Edimo, Emeric
Tumbove, FranckJoel Vissama, B.E, Alice Solange Banag

Images

Olivier Kebega

Relations publiques :
Naye Achile

Infographie :
OWE Production 680 17 86 23

Photographie :
Claudé Hanlog

Imprimerie :
JvGraph quartier Elig Essono à Yaoundé
Contact 670247891 et 694061125

Tirage : 1.000 exemplaires

Distribution : Gaspar kiosque Yaoundé

PRÉPARATIFS DE LA CM XIV

● **Le PM Joseph Dion Ngute personnellement engagé**

Yaoundé la capitale camerounaise s'apprête à abriter pour la première fois en Afrique subsaharienne, les travaux de la Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce(OMC)-CM XIV du 26 au 29 mars 2026.

À un mois de la tenue de ce rendez-vous planétaire, les préparatifs s'intensifient pour faire de cette « victoire diplomatique du chef de l'Etat », un succès éclatant. C'est ce qui explique les ballets incessants des autorités camerounaises et des équipes du secrétariat de l'OMC basées à Genève, à travers des rencontres interministérielles à la Primature, au Minrex, au Mincommerce, au Palais des Congrès qui sera l'épicentre de la rencontre à Yaoundé, ainsi que sur les sites des différentes infrastructures hôtelières sélectionnées

pour héberger les 4000 délégués des 166 pays membres.

Tout sera prêt

Depuis le 02 février dernier, la mission d'évaluation de l'OMC sillonne la capitale à l'effet de s'assurer du respect des engagements pris par le Cameroun et de l'évolution des préparatifs. C'est dans cette perspective qu'a été accordée une audience à l'ambassadeur Santiago Wills, directeur des conseils et des négociations commerciales à l'OMC, le 03 février 2026 à l'Immeuble rose par le ministre

du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, en présence de Mme Pr Brusil Miranda Métou, la secrétaire générale du Mincommerce.

« C'est un gros challenge. On met les petits plats dans les grands. Tout sera prêt. Il faut qu'on réussisse. Le Premier ministre est personnellement engagé. Nous n'allons pas décevoir Mme le Dr Ngozi Ikonjo - Iweala, directrice générale de l'OMC », a rassuré le membre du gouvernement. Cette mission qui s'est achevée le 08 février 2026 a été annoncée

d'avance par le directeur général de l'OMC lors d'une audience à Genève.

Il convient de rappeler que les principales discussions porteront sur l'agriculture, la sécurité alimentaire, la facilitation des investissements pour le développement, le commerce électronique, les subventions à la pêche, la réforme de l'OMC. Selon l'économiste en chef de l'OMC, « nous travaillerons ensemble avec les équipes du ministère du Commerce ».

Lucien Tchaptchet

CM14

● **Les Etats-Unis et le Canada affichent leur soutien au Cameroun**

Le compte à rebours étant lancé, et à mesure que l'échéance approche, les signaux positifs se multiplient autour de l'organisation de la 14ème Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (CM14) à Yaoundé.

Le 18 février 2026, le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, a tenu deux audiences qui confirment, si besoin en était encore, que le Cameroun bénéficie d'un soutien international de premier ordre pour réussir ce rendez-vous historique. Washington mobilise une délégation de poids. C'est S.E John G. Robinson, chargé d'Affaires de l'ambassade des États-Unis au Cameroun, qui a ouvert le bal. Parlant de la taille de la délégation américaine à la CM14, S.E John G. Robinson a indiqué que celle-ci sera conduite par S.E.M l'ambassadeur Jamieson Greer en personne, représentant américain au Commerce (USTR), et comprendra pas moins d'une cinquantaine de hautes personnalités issues du département d'État, du département du Commerce et du département de l'Agriculture. Il est à rappeler que le Bureau du Représentant américain au Commerce (USTR) est une Agence fédérale clé au sein du Bureau exécutif du président américain, responsable de l'élaboration et de la coordination de la politique commerciale internationale des États-Unis.



Cette forte mobilisation traduit l'importance que le gouvernement américain accorde à cette Conférence Ministérielle, mais aussi à son pays hôte, le Cameroun.

Sur le volet logistique, le chargé d'Affaires américain a rassuré le ministre du Commerce : les questions d'hébergement sont d'ores et déjà réglées et les réservations d'hôtel bouclées.

Sur les priorités de Washington par rapport à la Conférence Ministérielle de Yaoundé, S.E

John G. Robinson a cité la réforme de l'OMC et le dossier du commerce électronique, devenu incontournable dans l'agenda du commerce mondial.

Ces priorités ont trouvé un écho favorable auprès du ministre Luc Magloire Mbarga Atangana « La réforme de l'OMC est aujourd'hui au cœur des préoccupations de la très grande majorité, sinon de la totalité des pays membres », a relevé le ministre du Commerce, rappelant que le multilatéralisme originel, tel que découlant du Kennedy Round, avait pour vocation première de promouvoir le développement des États par le biais du commerce. Malheureusement, a-t-il déploré, au fil des années, la balance a dangereusement penché du côté de la seule promotion du commerce, comme finalité en soi, reléguant la dimension développement des États au second plan.

En sus de ces priorités mises en avant par le diplomate américain, le ministre du Commerce a évoqué, comme autre priorité, les négociations sur l'intégration de l'Accord sur la

Facilitation des Investissements pour le Développement (FID) dans le corpus juridique de l'OMC, en sollicitant le soutien de la délégation américaine, sans oublier la question, toute aussi fondamentale, du Traitement Spécial et Différencié.

Avant de prendre congé, le diplomate américain a réitéré la disponibilité de son pays à accompagner le Cameroun pour la réussite de la CM14.

Ottawa aussi dans les starting-blocks. Dans la foulée de cette première audience, le ministre du Commerce a reçu S.E Mme Marie-Claude Harvey, Haut-Commissaire du Canada au Cameroun. L'ordre du jour était identique : les préparatifs de la CM14.

La diplomate canadienne a indiqué qu'une délégation d'une quinzaine de personnalités représentera le Canada lors de cette Conférence. À l'instar de son homologue américain, elle a confirmé que la question de l'hébergement de la délégation canadienne était définitivement résolue, les réservations nécessaires ayant déjà été faites dans des établissements

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'OMC

● **Le soutien des partenaires au Cameroun se multiplie**

A la veille de la tenue à Yaoundé sous la présidence du Gouvernement Camerounais des travaux de la 14ème Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) -CM XIV du 26 au 29 mars 2026, le ministre du Commerce a reçu le 27 février 2026, dans son cabinet S.E Matt Woods, Haut-commissaire de Grande Bretagne.

Cette audience survient après la visite d'inspection des principales infrastructures devant abriter cet événement d'envergure internationale par le Premier ministre Joseph Dion Ngute, le 20 janvier dernier. Dans sa suite se trouvaient les ministres du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, de la Communication, René Emmanuel Sadi, du Tourisme et Loisirs par intérim, Gabriel Mbairobe.

Le premier tête-à-tête à l'Immeuble rose, était le prétexte pour l'hôte du ministre de dire la disponibilité de la Grande Bretagne à œuvrer aux côtés du Cameroun, pour le succès de ce rendez-vous d'envergure mondiale en préparation qui accueillera plus de 4000 délégués.



Assistance du Royaume-Uni

Le chef de Mission diplomatique qui a annoncé la participation d'une délégation conduite par deux ministres britanniques

s'est dit confiant de la capacité de Yaoundé à tenir le pari : « Sur le plan logistique et organisationnel, je sais que vous allez vous en sortir très bien », a-t-il déclaré. Dans cette perspective, le patron du Commerce qui a confirmé la mise sur pied d'un système de navettes pour faciliter les déplacements des différentes délégations, a donné l'avant-goût de la CM XIV.

Selon ses propos, « une manifestation promotionnelle sur le cacao est prévue, en dehors du Business Forum ».

La seconde audience, toujours relative à la Conférence Ministérielle de l'OMC, était celle accordée par le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana à Mme Gisèle Hiot, directrice générale de l'Hôtel LE LAGON CLUB situé à quelques kilomètres du Palais des Congrès de Yaoundé, qui est l'épicentre de la CM XIV. La responsable de cet établissement hôtelier 4 étoiles n'effectuait pas une ballade de santé : « Monsieur le Ministre, je suis venue vous dire que nous sommes prêts ». Cette série d'audiences se tient à la veille d'une mission d'inspection des experts de l'OMC en terre camerounaise du 02 au 05 février 2026.

Joseph Kapo

FOTRAC

● La 17ème édition se tiendra à Yaoundé

Les préparatifs des assises régionales pour la coopération transfrontalière en Afrique centrale montent en intensité, en marge de l'évènement spécial annoncé à Yaoundé en juillet prochain.

La 17e édition de la Foire transfrontalière annuelle d'Afrique centrale (FOTRAC) se tiendra du 23 au 31 juillet 2026 à Yaoundé. C'est la première fois que cette édition qualifiée de « spéciale » se tient dans la capitale politique du Cameroun, avec en ligne de mire, des assises régionales pour la coopération transfrontalière en Afrique centrale. L'évènement organisé par le Réseau des Femmes Actives d'Afrique Centrale (REFAC) se tient sous le haut patronage du gouvernement camerounais, le parrainage du ministère du Commerce, et en partenariat avec des administrations, entreprises d'Afrique centrale, des institutions sous-régionales, continentales et internationales.

Le thème retenu cette année est : « Evaluer les actions des acteurs de la coopération transfrontalière socio-économique pour une facilitation des échanges pacifiques et l'atteinte des objectifs du développement durable à l'ère de la ZLECAF ».

Lors de la réunion préparatoire qui s'est



tenue le 4 février 2026 au ministère du Commerce, près d'une centaine d'administrations publiques, parapubliques, entreprises, institutions régionales, internationales, secteur privé et quelques invités spéciaux ont évalué le niveau des préparatifs. « Avec la rationalisation des deux communautés économiques CEMAC et CEEAC, il faut que la voix de

la société civile, des femmes et des jeunes qui ont besoin de s'exprimer dans la sous-région en matière de commerce et de services, puisse être entendue », explique la promotrice de la FOTRAC, Jeanne Danielle Nlate.

Le comité d'organisation de la FOTRAC 2026 est d'avis que l'intégration régionale commence là où les échanges tissent des

liens solidaires.

« La composante jeunes et femmes fait partie de notre projet et nous sommes ravis que le chef de l'Etat, Paul Biya, ait mis un accent sur le soutien aux femmes », souligne Mme Nlate. Et de poursuivre : « Nous voulons le soutien moral et financier de la masse, surtout de nos gouvernants pour pouvoir aller au-delà des attentes, parce que l'activité n'est pas seulement nationale, mais sous-régionale, continentale et internationale ».

En ce qui concerne le volet culturel, les petits plats sont mis dans les grands pour un succès retentissant. « Il y a par exemple une innovation depuis la dernière qui est la soirée de l'intégration, où chaque pays vient montrer son savoir-faire artistique, musical et même au niveau des tenues et des mets culinaires. Je pense que cette année, cette activité sera encore plus développée », précise Queen Eteme, artiste musicienne.

Emeric Tumbove

MINFI

● Saisie de drogues d'une valeur de 50 milliards de francs CFA

Près de 2,5 tonnes de stupéfiants, dont plus d'une tonne de cocaïne, ont été interceptées à l'aéroport international de Douala. Une opération d'envergure menée par les Douanes camerounaises, qui confirme la montée en puissance du dispositif national de lutte contre les trafics illicites.

Le ministre des Finances, Louis Paul Motazé, a rendu public, le 20 février 2026, un communiqué officiel annonçant la saisie de six cargaisons majeures de stupéfiants illicites à l'aéroport international de Douala. L'opération, coordonnée par le service principal de la surveillance des Douanes sur la base de renseignements ciblés de haut niveau, a permis d'intercepter environ 2491 kilogrammes de substances prohibées.

Dans le détail, la cargaison se compose de 1057 kg de cocaïne en provenance d'Allemagne et de 1 434 kg de tramadol expédiés depuis l'Inde et le Soudan du Sud. Selon les précisions du communiqué, les expéditions ont transité respectivement par une compagnie aérienne européenne et une compagnie aérienne africaine, et avaient été faussement déclarées comme « fournitures médicales » afin de contourner les contrôles frontaliers.

La valeur marchande estimée des substances saisies s'élève à environ 90 millions de dollars US, soit près de 50 milliards de francs CFA, indique le ministre des Finances, qui ajoute que « cette opération empêche notamment la mise en circulation d'environ 27 millions de comprimés de tramadol sur le territoire national », un volume susceptible d'alimenter massivement les réseaux de dis-



tribution illicites et d'aggraver les ravages sanitaires et sociaux liés à l'abus de drogues.

Les marchandises ont été immédiatement placées sous scellés et remises aux autorités compétentes pour la poursuite des enquêtes, révèle le communiqué du ministre Motaze. S'agissant du tramadol, le service des Douanes travaille en étroite collaboration avec les autorités régionales afin de garantir la destruction immédiate et sécurisée de ces produits prohibés.

Cette saisie spectaculaire s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement des contrôles et de démantèlement

des réseaux criminels transnationaux. Ces dernières années, les Douanes camerounaises ont multiplié les coups de filet d'envergure, tant dans les aéroports que dans les ports et aux frontières terrestres.

Des cargaisons importantes de tramadol, de cocaïne et d'autres substances psychotropes ont ainsi été interceptées dans les aéroports camerounais et ailleurs sur le territoire, de même que des conteneurs dissimulant des produits pharmaceutiques contrefaits et des marchandises prohibées. Chaque opération a mis en lumière l'ingéniosité des trafiquants, mais aussi la capacité croissante des services

douaniers à exploiter le renseignement, les techniques de profilage et la coopération interservices.

Au-delà de la dimension répressive, ces actions traduisent un enjeu stratégique majeur : protéger la santé publique, préserver l'ordre social et consolider la sécurité nationale. Le trafic de stupéfiants constitue en effet une menace transversale, alimentant la criminalité organisée, le blanchiment de capitaux et parfois le financement d'activités déstabilisatrices. Dans son communiqué, le ministre des Finances « félicite les agents des Douanes pour leur sens du devoir, leur vigilance et leur professionnalisme ».

Conformément aux hautes directives du chef de l'État, la Douane camerounaise demeure un pilier essentiel du dispositif de défense économique et de sécurité nationale. Sous la conduite du Minfi, l'administration douanière affiche des résultats probants, conjuguant modernisation des outils de contrôle, exploitation accrue du renseignement et coordination renforcée avec les partenaires nationaux et internationaux. L'efficacité démontrée à travers cette saisie record illustre la détermination des pouvoirs publics à faire du territoire camerounais un espace de tolérance zéro face aux trafics illicites.

Lucien Tchaptchet

CAMPAGNE CAFÉIÈRE 2025-2026

● Pour une hausse des prix et de la production

C'est le constat qui se dégage de la cérémonie du lancement officiel de la campagne caféière 2025-2026 le 16 janvier 2026 par le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana dans le bassin de Baditoum, département du haut-Nyong, région de l'Est, sous le signe de l'excellence et de la jeunesse.

Cette cérémonie très courue organisée dans une ambiance féerique par l'Office National du Cacao et du Café (ONCC) s'est déroulée à l'esplanade du Centre d'Excellence de la localité de Badioum, micro laboratoire de relance de la caféiculture camerounaise situé à proximité de Doumaintang. Ont brillé par leur présence, de nombreuses personnalités dont pour une grande première au même moment, le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, Gabriel Mbairrobe, ministre de l'Agriculture et du développement rural (MINADER), Joseph LE, ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (MINFOPRA), Grégoire Mvongo, gouverneur de l'Est, Bertrand Joseph Mache, préfet du Haut-Nyong, Michael Ndoping et Samuel Donatien Nengue, directeurs généraux de l'ONCC et du Fonds du développement des Filières Cacao et Café (FODECC), Apollinaire Ngwe, président du Conseil Exécutif du Conseil Interprofessionnel du Cacao et du Café (CICC) et Omer Gatien Maledy secrétaire exécutif. « La disparition du ZAPI-Est (Zone d'action prioritaire intégrée de l'Est), la chute du prix a poussé les populations à la précarité et à l'alcoolisme. Merci au ministre du Commerce pour l'embellie des prix et la construction du Centre d'Excellence », a relevé le maire, Honoré Koumé. Il a également salué l'apport du MINADER pour le désenclavement des bassins de production,



l'intensification du traitement phytosanitaires et ceux du CICC, de l'ONCC pour les appuis permanents (la création des vergers cacaoyers, l'accompagnement des jeunes et bientôt l'introduction de la culture du gingembre). L'une des retombées de ces efforts est le programme Café d'Excellence porté par le CICC. Il s'inscrit dans la continuité de l'initiative New Generation qui a pour principe de doter les coopératives créées par les jeunes de savoirs pointus et d'infrastructures post-récolte, adaptées à la production de café à haute valeur ajoutée. Ce qui explique la construction du Centre d'Excellence de Badioum qui met sur le marché le kg de café robusta à 3500 F CFA /kg. Le gouvernement étant déterminé à poursuivre l'accompagnement des producteurs café, l'émissaire du président Paul Biya, a rappelé que la présence de trois ministres

visé à apporter un message de grandeur et d'espérance. C'est un signal fort du gouvernement pour la filière café au Cameroun. Et le patron du Commerce de poursuivre : « Nous assistons à une remontada dans la filière café. De 2014-2015, le café quand on le trouvait, on le vendait à 300 et 400 F CFA bord-champ. De 2024-2025, le prix FOB arabica s'est échangé à 2854 F/kg. 1959 F pour le kg de café robusta la dernière campagne, portant 300 FCFA avant. Le café n'est pas mort au Cameroun ». Voilà qui confirme la prophétie de l'universitaire et économiste américain, Pr Jeffrey Sachs.

Les investisseurs attendus

En juillet 2017 au cours du Forum Mondial des Producteurs de café à Medellin, en Colombie, il qualifiait le Cameroun et la RDC de terres de café, les seuls pays producteurs capables de résister aux chocs de changements climatiques. Le lancement de la nouvelle campagne caféière a permis au ministre de visiter le centre d'excellence café robusta de Badioum. Il en a profité pour annoncer que la création prochaine d'autres centres d'excellence dans les diffé-

rents bassins de production de café comme c'est le cas pour le cacao. Pour faire un clin d'œil à la fève camerounaise, le mensuel d'informations du CICC distribué aux invités salue le nouveau report du RDUE au 30 décembre 2026. Apollinaire Ngwe dans son éditorial souligne : « Si le Cameroun était prêt pour une entrée en vigueur du RDUE au 30 décembre 2025, il devrait l'être davantage au 30 décembre 2026 ». L'année qui commence sera consacrée à une revue générale. Il s'agira de s'assurer que les opérateurs déjà conformes aux exigences du RDUE maintiennent leur niveau de performance et d'autre part, que ceux qui présentent encore des défaillances puissent les corriger rapidement. Pour un état des lieux actualisé, le CICC annonce pour le mois de juillet prochain, un autre forum à l'image de celui organisé en 2025. Le lancement de la nouvelle campagne caféière a permis à l'ONCC de présenter le bilan. la production nationale commercialisée qui est de : 11.637 tonnes contre 10.592 tonnes, la campagne dernière : pour le café robusta, 10.377 tonnes, contre 10090 tonnes lors de la campagne précédente, soit une augmentation de 287 tonnes en valeur absolue. S'agissant du café arabica, les volumes atteignent 1260 tonnes contre 502 tonnes la campagne précédente, correspondant à une hausse de 758 tonnes en valeur absolue.

Joseph Kapo, envoyé spécial à Badioum

CACAO CULTURE

● Des produits phytosanitaires distribués aux producteurs de Ngat-Bané Bethlehem

Le Gic « Entre Nous Plus » a tenu ses promesses le mercredi 04 février 2026 à travers la distribution des produits phytosanitaires aux producteurs de cacao.

La cérémonie de distribution qui avait pour cadre l'esplanade de la chefferie de 3ème degré de Ngat-Bané Bethlehem l'un des principaux bassins de production du département du Nyong et So'o, région du Centre, a mobilisé de nombreux cacaoculteurs membres du Gic « Entre Nous Plus ». Présidée par S.M Jean Marie Abessolo Bitomo, chef cellule du budget et de la solde au ministère du Commerce, par ailleurs, chef de la chefferie de 3ème degré de Ngat-Bané Bethlehem, était précédée en matinée par l'atelier de sensibilisation des planteurs sur l'usage des produits phytosanitaires destinés à assurer l'entretien du verger cacao. Cette importante activité qui a une fois de plus attiré du beau monde, était suivie de la vente groupée de cacao dont malgré la chute du prix du kg à l'international, constitue l'activité principale des populations. Après les festivités de Noël et du Nouvel an, la commercialisation du cacao a repris du chemin depuis le mercredi 06 janvier 2026 dans cette localité de l'arrondissement de Mbalmayo, département du Nyong et So'o, région du Centre. Elle s'est déroulée comme d'habitude à l'initiative du Gic « Entre Nous Jeunes », avec le soutien de l'Office National du Cacao et du Café (ONCC) dont la principale mission est de veiller au respect de la qualité du produit vendu, des partenaires opérateurs économiques et de la gendarmerie nationale ayant pour rôle d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Pour joindre l'utile à l'agréable, était organisée par le ministère du commerce en marge de ces activités, une vente de denrées alimentaires aux prix homologués. C'est dans le but de réguler la commercialisation et combattre le coxage qui constitue un obstacle à l'épanouissement des planteurs.



Des sanctions pour les acheteurs malhonnêtes

« Si ce n'était pas M. Bitomo, on ne pouvait rien gagner ici. Il va nous distribuer les produits phytosanitaires le 4 février prochain. C'est sur instructions du président Paul Biya et du ministre du Commerce qu'on vend bien notre cacao. Que Dieu les garde. J'ai vendu mon cacao à 2600 FCFA. Cet argent va me permettre de payer la scolarité des enfants », a expliqué toute souriante, Mme Bertille Mimboe. Nsangou Arouna représentant de Famers Products partenaire de l'opération décrit les sanctions qui attendent les acheteurs de cacao malhonnêtes : « J'ai été chauffeur transporteur de cacao. Parfois en cours de route, on pouvait passer une semaine en panne à cause du moteur qui a coulé ou bien d'autres pannes du camion. Nous étions régulièrement en panne. Dieu sanctionne les acheteurs malhonnêtes. Ici à Ngat-Bané, le prix est abordable, la balance est de bonne qualité ». Au lendemain des festivités, la vie reprend progressivement. Les cacaoculteurs au cours de cette vente-groupée de janvier ont écoulé 5245 kg de fève de qualité supérieure à 2600 FCFA le kg pour une enveloppe de 13 millions 637 mille FCFA. Rappelons que la production du cacao ne constitue pas la seule activité du « Gic Entre Nous Plus ». Il produit aussi du poivre blanc très prisé sur le marché international.

Christophe Mbassi

SÉCURITÉ SOCIALE AU CAMEROUN

● L'IA, déjà au service de l'assuré de la CNPS

C'est ce qui est à retenir de l'allocution du directeur général de l'organisme, à l'ouverture de l'atelier d'imprégnation des administrations publiques sur les enjeux de l'Intelligence Artificielle (IA) au Cameroun, tenue le 17 février 2026, au ministère des Postes et Télécommunications.

Pendant la cérémonie d'ouverture de cet atelier stratégique, la vision de la CNPS, de plus en plus concrète, en ce qui concerne l'utilisation de l'IA pour améliorer son domaine d'activité, a été partagée par son directeur général, dans le sous-thème : « Intelligence Artificielle responsable au Cameroun : protéger le citoyen, encadrer les usages et bâtir la confiance numérique ». Présentation résumée en deux axes, à savoir : « l'IA Instrumental ou utilitariste et l'IA absorbant ».

Le top-manager a expliqué comment, loin des théories, l'IA utilitariste, orientée vers la performance et l'efficacité administrative, a boosté significativement l'activité de la CNPS. Ce qui permet désormais : l'amélioration de la gestion des données des assurés ; la détection des anomalies de fraudes, avec des algorithmes intelligents capables d'analyser les incohérences dans les déclarations et les cotisations ; l'optimisation des délais de traitement des dossiers, avec des droits calculés en temps réel et avec précision ; l'amélioration des relations avec les usagers



et le soutien à la prise de décision stratégique, entre autres.

Tout ceci a abouti à l'établissement d'un système biométrique de reconnaissance faciale et de dépôt des pièces de maintien des droits ; un système de traitement et de délivrance automatique des documents officiels, sans l'intermédiation d'un personnel

CNPS ; un système de réponse automatique aux clients et la création d'un portemonnaie électronique de services, via « MA CNPS A MOI ». Autant d'innovations qui font de l'organisme de sécurité sociale, un véritable acteur influent de la transformation numérique du service public au Cameroun.

Concernant l'IA absorbant, qui appelle à un

encadrement éthique, le DG a insisté sur l'éducation et la formation, pour une culture générale citoyenne augmentée. Non sans évoquer des liens potentiels entre l'IA, la physique quantique et la culture africaine ancestrale. Soit, en fait, une invitation à la réadaptation du système éducatif aux enjeux actuels de citoyenneté ; car, « l'Intelligence Artificielle nous oblige à penser un nouveau modèle social, adapté à nos réalités et à notre vision gouvernementale » a-t-il conclu.

Présidée par Minette Libom Li Likeng, ministre des Postes et Télécommunications (Minpostel), qui a salué « l'implémentation d'une gouvernance numérique réussie par la CNPS », la cérémonie d'ouverture de l'atelier, à laquelle participaient des membres du gouvernement, des directeurs généraux et des experts, a été l'occasion de poser les bases du débat, sur les enjeux de l'utilisation de l'IA par les administrations de notre pays.

Christophe Mbassi

COOPÉRATION MINCOMMERCE-MINESUP

● L'ingénierie au service de la souveraineté commerciale

Le ministère du Commerce, le ministère de l'Enseignement supérieur et l'Université de Yaoundé I, ont procédé le 18 février 2026 à la signature d'un Mémoire d'entente (MoU) au profit de l'École Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé (ENSPY), établissement spécialisé relevant de l'Université de Yaoundé I.

Face aux responsables administratifs et universitaires réunis pour l'occasion, dont le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Pr Mohamadou Guidado, représentant du ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur, le recteur de l'Université de Yaoundé I, Pr Remy Magloire Dieudonné, et le directeur de l'ENSPY, Pr Ayissi Raoul Domingo, le ministre du Commerce n'a pas usé de métaphores pour qualifier la portée de l'accord fraîchement paraphé. Pour Luc Magloire Mbarga Atangana, ce MoU est ni plus ni moins que « l'acte de naissance d'une alliance stratégique entre le savoir scientifique et le dynamisme commercial ». Une formule qui en dit long sur les ambitions portées par ce partenariat inédit entre une administration et un établissement d'enseignement supérieur spécialisé. Car derrière la technicité du protocole signé se dessine une vision de long terme : celle d'un Cameroun qui mise résolument sur l'expertise nationale pour bâtir sa compétitivité économique, en droite ligne des orientations du chef de l'Etat, Paul Biya.

Quatre leviers pour une nouvelle économie Le partenariat Mincommerce-Minesup ne se veut pas un accord de façade. Il est structuré autour de quatre domaines d'intervention aux contours bien définis, chacun répondant à un impératif concret du commerce camerounais.

Premier chantier : la valorisation du « Made in Cameroon ». L'accord engage l'ENSPY à



renforcer les capacités techniques des opérateurs économiques en matière de transformation, de normalisation et de conformité aux standards internationaux. L'objectif est ambitieux : faire du label national camerounais un synonyme de rigueur et de fiabilité technologique sur les marchés régionaux et mondiaux.

Deuxième axe, non des moindres : la surveillance intelligente des marchés. En mobilisant, via l'École Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé, l'ingénierie des systèmes, le Big Data et les technologies numériques, le ministère du Commerce entend moderniser substantiellement ses dispositifs de contrôle pour mieux traquer la fraude et la contrefaçon, fléaux qui gangrènent encore trop souvent les circuits commerciaux nationaux.

Le volet métrologique constitue le troisième pilier de cet accord. La collaboration avec l'École Nationale Supérieure Polytechnique permettra d'améliorer le contrôle des instruments de mesure, garantissant ainsi la transparence des transactions dans les marchés comme dans les stations-service, au bénéfice direct du consommateur.

Enfin, le quatrième domaine cible le développement des exportations. Il s'agit d'outiller techniquement les producteurs et transformateurs pour les rendre plus compétitifs et capables de s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales, un enjeu important à l'heure où le continent africain se prépare à tirer pleinement profit de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf).

Du laboratoire au marché

C'est précisément dans ce contexte continental que le ministre Mbarga Atangana a replacé le partenariat. La ZLECAf, avec 1,3 milliard de consommateurs, exige du Cameroun qu'il opère une mue profonde : passer d'une économie exportatrice de matières premières à une économie de la valeur ajoutée, de la qualité certifiée et de

l'innovation. Un défi colossal que ce MoU entend contribuer à relever en faisant de l'École Nationale Supérieure Polytechnique, un véritable laboratoire d'ingénierie économique.

Le ministre du Commerce attend de l'École polytechnique qu'elle s'attelle concrètement à la modélisation d'outils d'analyse de marché, à la digitalisation des processus commerciaux et à la conception de solutions technologiques taillées aux réalités du tissu économique camerounais.

Le représentant du ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur, a pour sa part campé les enjeux avec une clarté toute pédagogique. « Produire localement. Transformer localement. Consommer localement. Pour réduire notre dépendance extérieure. Créer des emplois durables et accroître la richesse nationale », a martelé le Mohamadou Guidado, ce qui résume la philosophie de la politique d'import-substitution que le gouvernement de la République a érigée en priorité stratégique. Et d'ajouter que ce partenariat est « un levier pour l'innovation, un levier pour la compétitivité, un levier pour la souveraineté économique », créant ce pont indispensable « entre laboratoires et marchés, entre chercheurs et commerçants, entre étudiants et industriels ».

Lucien Tchaptchet

COMMERCE

● Les personnels invités à être à la hauteur des fleurs

Le ministre du Commerce, qu'entouraient ses proches collaborateurs, lançait cet appel le 6 février 2026, à la salle de Conférences de la Croix Rouge à Yaoundé.

Pour la nouvelle année, les priorités du ministère du Commerce devront être axées sur la consolidation des acquis, en ce qui concerne la régulation du marché intérieur, la poursuite de la lutte contre la vie chère et la modernisation des infrastructures. Avec un accent sur la promotion des produits locaux, la structuration du commerce et la sécurisation des échanges commerciaux.

Les grandes lignes de 2026 de cette administration dotée d'un budget de 8, 262 milliards de F.CFA, ayant pour fil conducteur la discipline et le travail, ont été rappelées par Mme la secrétaire générale, le Pr Brusil Miranda Métou. C'était au cours de la cérémonie de présentation des vœux de Nouvel an au ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana. En ce moment de rencontre et de communion, le rituel « Bonne année M. Le Ministre » a une fois de plus été respecté par les personnels des services centraux, déconcentrés, organismes sous-tutelle et représentants de milieux d'affaires.

D'autres axes prioritaires au plan intérieur porteront sur la promotion de l'import-substitution, la formalisation du commerce, le soutien à l'économie (réduction des



perdes post-récolte et l'amélioration de la compétitivité des produits locaux). Cette administration vise ainsi une meilleure régulation du marché intérieur dans le cadre de la politique globale de la Stratégie nationale de développement (SND30). Les re-

tombées de cette régulation sont la disponibilité des produits de première nécessité et de grande consommation, l'accessibilité des prix : le sac de 50 kg de riz vendu à 14500 FCFA, etc.

Année de défis et d'opportunités Le volet extérieur est notamment marqué par l'attribution au Cameroun par le Conseil général de l'OMC et les Etats membres de l'organisation de la Conférence Ministérielle de l'OMC-CM XIV qui est une victoire diplomatique du président de la République, Paul Biya. 4000 délégués y sont attendus, du 26 au 29 mars 2026 à Yaoundé. Pour la

secrétaire générale, « l'année 2026 se présente pour le MINCOMMERCE comme une année de défis et d'opportunités ». « Nous devons être à la hauteur des fleurs. C'est chacun de nous qui devrait indivi-

duellement ne pas trahir cette attente », a recommandé le membre du gouvernement. Toujours dans cette mouvance, le Cameroun abritera en novembre 2026, la 66ème Assemblée générale de l'Organisation Inter-africaine du Café (OIAC), après les assises du 2 au 5 décembre 2025 à Bujumbura présidées par le Dr Hassan Kibeya, ministre des Ressources minérales, de l'Energie, de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Burundi.

Ce sera le prétexte pour Michael Ndoping, directeur général de l'Office National du Cacao et du Café (ONCC), au nom du ministre du Commerce, de réaffirmer la détermination du Cameroun à accompagner le secrétaire général de l'OIAC et son équipe ; dans la mise en œuvre intégrale du plan de travail 2025-2026 de l'organisation.

Des victoires éclatantes enregistrées par le Cameroun englobent aussi la transformation de la fève de cacao. Morceau choisi, la construction de la société Africa Processing Company située à Mbankomo, région du Centre et sa nouvelle branche à Dimako par l'Est du pays, dans le cadre de la promotion de la politique d'import-substitution.

Lucien Tchaptchet

RCA

● La Foire agropastorale s'est tenue à Bouar

La Fédération des femmes entrepreneurs de la République centrafricaine invite les femmes à se lancer davantage dans l'entrepreneuriat.

L'initiative de l'Organisation Nationale des Femmes Rurales de Bouar en République centrafricaine, s'est tenue du 12 au 17 février 2026 à la sous-préfecture de cette localité, la 16ème édition de la Foire Agropastorale de Bouar, autour du thème : « Agriculture Moteur du Développement Durable ».

Agriculteurs, éleveurs et autres acteurs du monde paysan ont brillé par leur participation à cette manifestation qui a pour objectifs de donner la possibilité aux producteurs d'exposer et de vendre leurs produits, créer un cadre de partage et cohésion sociale, sensibiliser la population rurale sur le thème.

A cette occasion, les producteurs issus de sept communes de Bouar, de Ndim, Bocaranga et Ngaoundaiye, de la préfecture de Lim-Pende et de la délégation de la préfecture de l'Ouhampende et du Cameroun, ont exposé leur-savoir-faire.

Minang Pierre Fils, secrétaire général de la préfecture de la Nana Mambere, s'adressant à la vaillante population agricole et les participants, a remercié le comité d'organisation pour le succès de cette manifestation qui constitue un facteur d'unité et de cohésion sociale. « Très satisfait du déroulement de la Foire, il a encouragé tous les participants à se mettre résolument au travail pour un développement socio-économique durable ».

Transhumance et conflits agriculteurs-éleveurs Le président du réseau des producteurs de semences de Bouar, Dobe Fidèle Roger, a cité les difficultés rencontrées par les producteurs (destructions des parcelles agricoles par les bétails et les dégâts matériels et humain liés à la transhumance). Ces obstacles qui plombent le développement socio-économique constituent un obstacle à l'objectif fixé par les chefs d'Etat et de gouvernements de l'UA à sortir la jeunesse du chômage et de la pauvreté.

D'autres difficultés rencontrées ont été énumérées



par Mgr Mireck, évêque du diocèse de Bouar. Selon l'homme d'Eglise, « les faits constatés démontrent que la population rurale vit encore dans la précarité. J'interpelle les autorités administratives à faire des efforts afin de trouver des solutions durables aux problèmes de transhumance qui engendrent des conflits entre les agriculteurs et les éleveurs ». L'heure n'étant pas à l'autosatisfaction, la représentante de la présidente de la Fédération des femmes entrepreneurs de la RCA, Mme Yapende Gwaladys, a « invité les femmes à se lancer davantage dans l'entrepreneuriat afin de contribuer à l'amélioration de leur condition de vie ». Justifiant le choix du thème, Mme Sylvie Yakanandji, tout en remerciant le gouvernement sous la très haute impulsion de S.E le Pr Faustin Archange Touadera, président de la République, chef de l'Etat de la RCA, a déclaré que le développement socioéconomique ne peut se faire sans l'agriculture et l'élevage. Il faut rappeler que la Foire a pour objectif de faire valoir l'importance des activités agro-pastorales. Cette rencontre à caractère économique et commerciale, n'est pas seulement un moment de formation et d'apprentissage. Elle favorise les échanges commerciaux sur le plan national et international, et apporte une contribution à la lutte contre les pratiques néfastes.

Joseph Kapo

APPROVISIONNEMENT DES MARCHÉS

● L'Etat réitère son engagement à protéger le consommateur

La confirmation a été faite récemment par le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana. C'était au cours de la cérémonie d'ouverture solennelle du Supermarché KKUMAYAS situé au quartier Warda à Yaoundé

L'initiative de Kirtir Kumar Rajwani, un opérateur économique de nationalité indienne, ce nouveau joyau architectural situé dans le département du Mfoundi, région du Centre, ambitionne d'approvisionner la capitale camerounaise et ses environs en produits de qualité et aux prix accessibles.

A l'occasion de cette inauguration le 05 février 2026, le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, qu'accompagnaient le préfet du Mfoundi, Emmanuel Mariel Njikdent et Shi Vijay Haut-Commissaire de l'Inde, a rappelé les liens historiques qui lient l'Inde et le Cameroun, ceci à deux mois de la tenue de la Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)-CMXIV prévue du 26 au 29 mars 2026 à Yaoundé, et à laquelle prendra part une délégation indienne. Disponibilité et accessibilité

L'Inde devant jouer un rôle prépondérant en matière de négociations lors de la CM XIV, entend œuvrer également aux côtés des pouvoirs publics dans le cadre de l'approvisionnement des marchés en produits du terroir, de la création d'emplois et de la lutte contre la vie



chère. D'où la création de cet espace commercial destiné à approvisionner les marchés en gros et détail. « Je voudrais réitérer le ferme engagement des pouvoirs publics d'assurer la disponibilité permanente et l'accessibilité des produits, la transparence des prix, et la protection du droit du consommateur », a déclaré le ministère du Commerce.

L'inauguration de cette infrastructure moderne survient à un mois de la célébration de la Journée Mondiale des droits des consommateurs le 15 mars prochain.

Emeric Tumbove

FILIÈRE CACAO

● **Bientôt une unité de fabrication de Chocolat Rouge à Obala**

En dépit des aléas du marché international, les lendemains s'annoncent prometteurs pour les producteurs de cacao du bassin de production de l'arrondissement d'Obala, département de la Lékié, région du Centre.

Dans quelques mois, la localité de Nkol-Melen disposera d'une chocolaterie « Chocolat Rouge ». En attendant son inauguration prochaine, l'usine en construction a accueilli le mercredi 28 janvier 2026, deux membres du gouvernement : le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana et Gabriel Mbairrobe, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, qu'accompagnaient les autorités administratives, Michael Ndoping, directeur général de l'Office National du Cacao et du Café (ONCC), les responsables du Conseil Interprofessionnel du Cacao et du Café (CICC).

C'était dans le cadre d'une mission d'évaluation de l'état d'avancement des travaux de construction de l'entreprise française SAS MANTA, sous la conduite de son promoteur Olivier Bordais, et de la présidente de la société coopérative « Cacao-Scoops.ca de Nkog-Ekogo », Mme Aristide Tchemtchoua. La cérémonie officielle de lancement des travaux de construction de cette unité de transformation de la fève dont le coût de construc-



tion est évalué à près de 40 milliards de FCFA s'était déroulée en juin 2024, présidée par le ministre du commerce.

L'usine est construite sur une superficie de 3000 mètres carrés. Olivier Bordais, tout comme les deux membres du gouvernement au cours de la visite, a dit sa satisfaction quant à l'évolution du projet : « Tout avance bien. Je pense qu'on va ouvrir les premières pistes du chocolat

Made in Cameroon d'ici deux mois ».

Cette initiative qui rentre dans le cadre de la politique gouvernementale d'Import-Substitution à travers la SND30, bénéficiera du soutien étatique afin de lever les obstacles qui entravent le bon déroulement du projet au niveau de certaines administrations, notamment l'acheminement de la logistique.

Valorisation de la fève

Il faudrait préciser que l'objectif de ce complexe futuriste qui survient après ceux construits dans l'arrondissement de Mbankomo, département de la Mefou et Akono, région du Centre et à Dimako, région de l'Est, vise à améliorer les conditions de vie des producteurs via la production d'un chocolat haut de gamme « Made in Cameroon », écoulé sur l'ensemble du territoire national, et sur le marché international. Tout en respectant les exigences du Règlement européen sur la déforestation (RDUE) qui vient de connaître un deuxième report d'une durée d'un an.

C'est dans cette perspective que l'année 2026 sera consacrée à une revue générale. Il s'agira de s'assurer que les opérateurs déjà conformes aux exigences du RDUE maintiennent le niveau de performance, s'assurer que ceux qui présentent encore des défaillances puissent les corriger rapidement.

Joseph Kapo, de retour d'Obala

SYSTÈMES ÉDUCATIFS

● **La situation des jeunes au-devant de la scène**

La communauté mondiale a célébré le 24 janvier 2026 la Journée internationale de l'éducation sous le thème « Les jeunes et la co-création des systèmes éducatifs ».

L'éducation se définit comme étant l'action de développer un ensemble de connaissances et de valeurs morales physiques, intellectuelles, scientifiques, et autres, considérées comme essentielles pour atteindre le niveau de culture souhaitée.

Chaque nation définit une politique nationale d'éducation qui est une stratégie globale visant à structurer le système éducatif d'un pays, en définissant principes, objectifs et actions pour garantir l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation pour tous, favorisant ainsi l'épanouissement.

Les politiques nationales sont coordonnées par l'Union africaine via le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (UA/CIEFFA), basé à Ouagadougou au Burkina Faso. Sa mission est de promouvoir et coordonner l'éducation des filles et des femmes sur le continent, en travaillant avec les Etats membres, la société civile et l'UNESCO pour développer des politiques, des programmes et plaider en faveur de l'égalité des genres dans l'éducation afin d'assurer l'accès, le maintien des filles et des femmes africaines.

Du 2 au 5 juillet 2024 à Addis-Abeba le Centre de l'UA pour l'éducation des filles



et de femmes en Afrique (AU CIEFFA), s'est déroulée la première Conférence panafricaine sur l'éducation des filles et des femmes en Afrique (PANGOGEd 1). C'était autour du thème : « priorité à l'éducation des filles et des femmes, une stratégie pour un meilleur accès à un apprentissage inclusif, de qualité et pertinent tout au long de la vie en Afrique ». Le Commissaire Belhocine a souligné la nécessité de l'intégration des TIC dans l'enseignement pour créer des enseignements d'apprentissage plus inclusifs et interactifs.

« Nous devons démanteler les barrières structurelles et sociétales qui empêchent

les filles de poursuivre leur éducation », a déclaré le Dr Monique Nsanzabaganwa, vice-présidente de la Commission de l'Union Africaine (CUA). Abondant dans ce sens, Mme Simone Yankey-Ouatara, coordinatrice (ai) de l'UA CIEFFA a affirmé : « Nous avons lancé la Campagne # AfricaEducatesHer, pour la sensibilisation sur l'éducation des filles qui vise à changer les perceptions culturelles et sociales concernant les filles.

Ce sujet était au centre d'un atelier de renforcement des capacités des professionnels des médias du 26 au 28 août 2024 à Nairobi au Kenya toujours à l'initiative de l'Union Africaine CIEFFA. La rencon-

tre avait pour thème : « La Campagne #AfricaEducatesHer (#AEH : Rôle des Médias dans la sensibilisation à une Education de Qualité et un Apprentissage tout au long de la Vie pour les Filles et les Femmes en Afrique ».

Il faut rappeler que le Centre International de l'Union Africaine pour l'Education des Filles et des Femmes en Afrique (CIEFFA), est une institution spécialisée de l'UA placée sous la tutelle du Département de l'Education, des Sciences, et de la Technologie et de l'Innovation de la Commission de l'UA, est mandatée pour la promotion de l'Education des filles et des Femmes sur le continent africain.

Conscient qu'une meilleure éducation passe aussi par leur sécurisation, une cartographie des risques liée à la protection des enfants est en voie d'élaboration au Cameroun, à l'initiative des administrations publiques, de la société civile et de Plan International initiateur d'un récent atelier à Yaoundé. Les enfants sont victimes de violences physiques, sexuelles, trafics, exploitation et autres maltraitements, harcèlements sexuels, chantage, détournements etc.

Lucien Tchaptchet

CÉLÉBRATION

● Dix ans pour l'Association Les Amis Solidaires

Il y avait des réjouissances populaires en matinée du dimanche 22 février 2026 dans la localité de Nsanzomo, arrondissement de Nkolafamba, département de la Mefou et Afamba, région du Centre.

La Paroisse Sainte Elvire servait de cadre à la célébration du dixième anniversaire de « l'Association Les Amis Solidaires ». Cette célébration qui survient après la cérémonie de l'Arbre de Noël, organisée le 25 décembre dernier par l'Association Caritas, pour la distribution des cadeaux à plusieurs enfants dans la perspective des festivités de Noël et du Nouvel an 2026, s'est illustrée par une messe présidée par le curé Jean Bertrand Mengue Awono.

La Paroisse Sainte Elvire de Nsanzomo, un don du ministre Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana élite locale, aux populations, a été consacrée le 20 juillet 2025 par l'archevêque métropolitain de Yaoundé, Mgr Jean Mbarga. Le dimanche 22 février, les membres de cette Association créée le 17 novembre 2021 et dirigée par Eugène Désiré Ayissi, conformément à leur devise « solidarité-entraide-amour », sont venus les mains pleines de présents, pour solliciter l'aide de Dieu afin de bien mener leurs activités.

Claude Bernard Hanlog, responsable de la communication de cette structure jus-



tifie le bienfondé de l'activité : « Nous avons décidé ce jour de fêter notre dixième anniversaire et demander à Dieu le tout puissant de nous aider à continuer dans cet élan de solidarité. Nous faisons dans le social en octroyant des dons. Nous allons agrandir en créant nos champs, en pratiquant l'élevage ».

Christian Menye membre de cette association abonde dans le même sens : « Pour toute chose, il faut toujours mettre

le Seigneur en avant. Nous sommes venus dire merci pour tant de choses que ce Dieu merveilleux a bien voulu faire depuis sa création. Nous avons confié nos vies et notre association au Seigneur. Nous lui avons demandé de nous donner la paix, la joie, la santé, de renflouer nos poches pour mener à bien nos activités. Vous avez vu cette mobilisation des Amis Solidaires à travers des offrandes. C'est l'occasion de rappeler les retardataires à

se joindre à nous ».

Aller voir des orphelinats

L'association qui couvre le territoire national, et l'étranger, a pour objet de mener des actions socio-humanitaires dans le but de soutenir les efforts du gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté ; créer entre les membres actifs une entraide et une solidarité agissante, promouvoir le développement communautaire, ainsi que des partenariats.

Eugène Désiré Ayissi, son président définit le contexte : « Nous sommes-là dans le cadre de la promotion du vivre-ensemble. Il était important de faire savoir qu'il existe une association dans cette contrée. En perspective, en ce moment, nous avons engagé des actes de solidarité par exemple aller voir les orphelinats, etc. L'association à but non lucratif est là pour tout le monde. Notre souhait est d'être solidaire pour qu'elle puisse grandir. Nous sommes en sapeurs-pompiers. Les attentes, c'est de voir si l'œuvre a été consommée par le village ».

Joseph Kapo, de retour de Nsanzomo

EDITION

● « Emergences africaines » compte déjà plus de 50 ouvrages à son actif

Cette collection des Editions L'Harmattan, placée sous la direction du Dr Magloire Kede Onana, s'engage à signer des partenariats avec les institutions universitaires, en vue de la publication des meilleures thèses traitant des questions liées à l'émergence du continent.

Depuis une dizaine d'années, la collection « Emergences africaines » se propose de renverser des certitudes faciles, surtout quand on est convaincu que l'Afrique, longtemps considérée comme en retrait, s'ouvre au monde, et est plus que jamais au cœur des enjeux socio-économiques.

De ce fait, son histoire ne doit plus s'écrire ailleurs, par des continents eux-mêmes en crise de modèles. Dernière arrivée dans la compétition mondiale, l'Afrique est donc capable d'apporter un élan différent à la mondialisation, grâce à son devenir, qui est subordonné à son être.

C'est dans cette optique que le Dr Magloire Kede Onana dirige deux Collections aux Editions L'Harmattan à Paris : la collection Enseignement et éducation en Afrique, depuis 2007 et la collection Emergences africaines (2012), avec en toile de fond, la relance du débat universitaire.

« J'avais observé que l'usage que les politiciens faisaient de la notion d'émergence devenait dangereux dans nos pays en panne d'orientation. L'émergence devenait « un concept casier », un fourre-tout. Il était donc urgent et nécessaire d'assigner cette tâche aux intellectuels africains », déclare le directeur de collection.

Il s'agit de changer les vecteurs, définir un



cadre d'orientation des politiques publiques. Dans son plan d'action, la collection entend cosigner des partenariats avec les universités pour publier les meilleurs thèses et mémoires traitant des questions liées à l'émergence du continent. Elle va ainsi cibler les intellectuels africains, capables de présenter de remarquables contributions sur l'émergence du continent. Déjà à l'actif de ces contributions, des auteurs camerounais, sénégalais, burkinabè, gabonais, entre autres.

« Pour rendre le livre accessible au public, il faudrait d'abord que les auteurs eux-mêmes soient les premiers acquéreurs de

leurs livres. C'est la condition pour les Editions L'Harmattan de mettre les livres sur le marché », estime le Dr Kede Onana. Il réaffirme la volonté d'accompagner les auteurs dans tout le processus de fabrication du livre, en allégeant leurs charges liées à la parution.

« Les thèses et mémoires soutenus dans nos universités et grandes écoles jonchent le sol », dit-il. « Dès qu'un brillant étudiant a terminé son parcours académique, il se lance dans le marché du travail, trouve un matricule et met son cerveau dans le ventre... ». Toute la question est donc de savoir avec quels outils et quelles méthodologies, on peut construire l'émergence. Les universités sont de hauts lieux d'acquisition et de collecte du savoir qui est un pouvoir.

Et pour ainsi relancer le débat au sein des campus, des partenariats sont en voie d'être signés avec certaines universités. Des comités pédagogiques chargés de sélectionner les meilleurs travaux de recherche seront mis sur pied. A terme, à la suite de la publication des contributions, il sera organisé chaque année, de grandes séances de dédicace dans les universités et grandes écoles africaines. L'objectif ainsi poursuivi est de transformer les thèses et mémoires en ouvrages de renom, utiles pour la recherche. Un challenge à relever pour l'émergence du

continent africain.

Dans la collection « Emergences africaines », il faut faire mention de « Balade en sciences sociales, Réflexions à l'attention des apprenants en socio-anthropologie », un ouvrage de l'Ivoirien Jérôme Konan Kouakou.

Ce texte traite de thématiques variées à l'attention principalement des apprenants en sociologie et anthropologie. Organisé en trois parties, il prend pour matière à réflexion des questions liées au statut épistémologique des sciences sociales, aux transformations de l'anthropologie et aux nouveaux objets qu'elles induisent, à l'autorité et au pouvoir en milieu traditionnel, au rôle de la culture dans le processus de développement, aux théories de la gouvernance, et à l'analyse sociologique des mouvements sociaux.

L'ouvrage est loin d'épuiser les préoccupations relatives à chaque sujet abordé. Rédigé dans un souci de concision, il ouvre plutôt un ensemble de sillons qu'il revient au lecteur d'approfondir à partir de recherches personnelles. Chacun des chapitres composant l'ouvrage traite d'un sujet unique et peut donc être parcouru indépendamment des autres.

A.N.M

EAU POTABLE

● 111,6 milliards FCFA mobilisés pour reconfigurer le réseau d'eau potable de Yaoundé

Le ministre de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, entouré des ministres de l'Eau et de l'énergie, Gaston Eloundou Essomba, celui du Développement Urbain et de l'Habitat (MINDUH), Célestine Ketcha Courtès, de l'Ambassadeur du Royaume de Belgique au Cameroun, S.E. Alain Leroy, et du directeur général de la CAMWATER, le Dr Blaise Moussa, a présidé, le vendredi 13 février dernier, à la signature solennelle des conventions de financement et des contrats de marchés du projet de reconfiguration du réseau de Yaoundé.

Le Cameroun vient de franchir une étape cruciale dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans la ville de Yaoundé. En marge du 23ème Congrès international et exposition de l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA), le ministre de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey a procédé, le 13 février dernier, à la signature solennelle des conventions de financement du projet de reconfiguration du réseau de Yaoundé. Deux instruments financiers d'un montant global de 171,65 millions d'euros, soit environ 111,6 milliards de FCFA, mobilisés pour financer ce projet structurant, décliné en trois lots complémentaires. Le premier lot, financé par la Banque ING de Belgique, bénéficie d'un appui de 73,12 millions d'euros, soit environ 47,97 milliards de FCFA. Le deuxième lot, soutenu par la Banque Belius de Belgique, est doté d'un financement de 60 millions d'euros, équivalant à 39,36 milliards de FCFA. Quant au troisième lot, dont la convention sera signée dans les prochains jours, il est financé par la Deutsche Bank d'Italie à hauteur de 38,53 millions d'euros, soit 25,28 milliards de FCFA. Cette cérémonie a également été marquée par la signature des contrats de marchés entre les responsables des entreprises belges ASPAC et le Groupement Putman/Phoenix Environnement, et le Directeur Général de la Cameroon Water Utilities



(CAMWATER). Placé sous la maîtrise d'ouvrage du MINEE, avec la CAMWATER comme maître d'ouvrage délégué, le projet prévoit la densification et la modernisation du réseau de distribution, la reconfiguration des infrastructures existantes, ainsi que l'extension de l'accès à l'eau potable dans les quartiers insuffisamment desservis. Il permettra également d'améliorer la pression et la continuité du service, de réduire significativement les pertes techniques et commerciales, et de garantir, à terme, un accès plus fiable, équitable et durable à l'eau potable pour les populations de la capitale. Ce projet structurant contribuera par ailleurs à optimiser l'exploitation des volumes d'eau issus du Projet d'Alimentation en Eau Potable de Yaoundé et ses environs à partir du fleuve Sanaga (PAEPYS), un investissement majeur estimé à près de 600

milliards de FCFA, actuellement en phase d'achèvement. Dans son allocution, le MINEPAT a salué la vitalité des liens d'amitié et de partenariat entre le Cameroun et ses partenaires européens, soulignant que cette coopération financière constitue un gage de confiance renouvelée envers le Cameroun et une contribution concrète à l'amélioration des conditions de vie des populations. Il a relevé que le projet vise une transformation en profondeur du système d'alimentation en eau potable de Yaoundé et de ses environs. Le démarrage des travaux imminent D'après les explications du Directeur général de la Cameroon Water Utilities Corporation (Camwater), le Dr Blaise Moussa, après la signature, la semaine dernière, des conventions de financements et des notifi-

cations de marché, le démarrage des travaux est imminent. Ces travaux seront réalisés en 36 mois par trois entreprises, notamment le Groupement Putman/Phoenix Environnement (Belgique), Aspac Technics (Belgique) et Gruppo Aturia (Italie). Le démarrage des travaux du projet de reconfiguration du système d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé est donc imminent. Ces travaux seront réalisés en 36 mois par trois entreprises, notamment le Groupement Putman/Phoenix Environnement (Belgique), Aspac Technics (Belgique) et Gruppo Aturia (Italie). Après la signature, la semaine dernière, des conventions de financements et des notifications de marché avec les partenaires belges, celle avec le partenaire italien, elle interviendra dans les prochains jours. De manière concrète, le projet de reconfiguration du système d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé, selon les explications du Directeur général de la Cameroon Water Utilities Corporation (Camwater), le Dr Blaise Moussa prévoit entre autres : la création de trois zones de distribution pour alimenter la périphérie de la ville de Yaoundé et réduire la taille de certaines zones de distribution actuelles trop étendues. Notamment, Abomé dans le Sud de la ville, Zibi antenne au Sud-Ouest et Minkoameyos à l'Ouest.

B. E

COMMUNE D'OBALA

● Le maire proche des populations

A la suite d'une forte pluie qui s'est abattue récemment dans la ville, Francis Gaël Touna était sur le terrain le 17 février dernier pour constater l'ampleur des dégâts et reconforter les victimes.

Vibrant cœur économique du département de la Lekié (région du Centre), la ville d'Obala va certainement connaître une transformation salutaire, grâce aux initiatives menées par son nouveau maire, Francis Gaël Touna. C'est ainsi qu'accompagné du 1er adjoint au sous-préfet d'Obala et de son exécutif municipal, le maire a effectué la semaine dernière, une tournée d'évaluation et de reconfort auprès des populations affectées. C'était à la suite des récents sinistres ayant frappé la commune d'Obala. Au lycée général d'Obala, où cinq salles de classes ont été privées de leur toiture par la violence des pluies, impactant directement les conditions d'apprentissage des élèves, la délégation a constaté l'ampleur des dégâts. Par ailleurs, la délégation d'arrondissement du ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique (MINJEC) a également subi des dommages significatifs. En effet, un imposant manguier s'est effon-



dré sur son bâtiment, causant la destruction de trois habitations attenantes. Même la Place des Fêtes de la ville n'a pas échappé à la rigueur des intempéries, et par conséquent, elle a fait l'objet d'une inspection. Dans ce contexte difficile, la municipalité d'Obala a également apporté son soutien

à l'Imam du quartier Elot, soulignant la volonté d'accompagner toutes les composantes de la communauté. Cette mobilisation rapide de l'équipe municipale vise à témoigner de la solidarité des autorités locales, et à évaluer les besoins urgents afin d'organiser au mieux la phase de reconstruction. Il s'agit, in fine, d'assurer le retour à la normale des activités, dans les zones sinistrées. Désormais un nouveau visage Il faut rappeler que Gaël Francis a été confirmé le 6 février 2026, maire de la commune d'Obala, après le décès de Simon Pierre Ediba, à travers une large majorité de 34 voix sur 36, lors de la session extraordinaire du conseil municipal. Du coup, l'heure n'étant plus aux spéculations, le nouveau maire s'est mis au travail. En effet, depuis quelques semaines, Francis Gaël Touna et son équipe s'emploient à vider toutes les poubelles qui jonchaient les espaces publics tels et les marchés d'Obala. Il s'agit de changer la

physionomie d'une ville dont la population et les activités économiques prennent de l'ampleur, d'une année à une autre. Bien plus, Francis Gaël Touna s'illustre par son efficacité en matière de gestion des infrastructures urbaines, redonnant ainsi à Obala un éclat perdu. À travers son action, le jeune leader fait preuve d'un engagement réel envers la santé des citoyens et la préservation de l'environnement. Dans son plan d'action, l'hygiène publique est plus que jamais primordiale, à travers l'opération de vidange des fosses septiques sur les marchés de la ville. De manière unanime, à Obala, les populations témoignent d'une amélioration significative des conditions de vie en milieu urbain.

A.N.M

FILIÈRE POISSON

● Un complexe industriel en gestation à Mekin

Dans le cadre du déploiement du projet agro-industriel du poisson de Mekin (IPM SA), une mission technique de haut niveau conduite par les experts brésiliens du CIITTAA séjourne actuellement au Cameroun.

Le projet agro-industriel de l'Industrie du Poisson de Mekin (IPM SA), franchit donc une étape opérationnelle avec l'implication du CIITTAA, firme brésilienne de renommée internationale spécialisée dans le transfert de technologies agricoles en zones tropicales.

Sous l'impulsion du PDG d'IPM SA, Zo'onnyaba Timoléon, les experts brésiliens, en séjour au Cameroun, menés par Leonardo Stivanin, ont présenté un plan d'action rigoureux structuré autour de deux piliers majeurs : la souveraineté alimentaire, avec la mise en place d'une chaîne complète de production d'aliments (maïs et soja) et d'une unité industrielle de transformation. Une performance halieutique, avec la mise en place d'un système intégré couvrant l'incubation, l'élevage et la transformation du tilapia sur le site stratégique du barrage de Mekin.

Situé au cœur de la centrale hydroélectrique de Mekin, dans la région du Sud, département du Dja-et-Lobo, à cheval sur les communes de Meyomessala et de Bengbis, ce projet bénéficie d'un emplacement stratégique. En exploitant les eaux du fleuve Dja, IPM-SA prévoit d'installer un complexe industriel intégré combinant production d'alevins, fabrication d'aliments et unités de transformation technologique de pointe.



Un séjour fort chargé Le séjour de la délégation brésilienne a été marqué, le 17 février 2026 par des discussions sur les questions environnementales, techniques et institutionnelles.

A l'hôtel Shiloh Suites, à Yaoundé, en présence de Tanga Marcel (GES Consulting), les partenaires ont planché sur la viabilité écologique du projet. Les discussions ont notamment porté sur le respect des normes internationales d'Eximbank, la gestion rigoureuse de l'utilisation des antibiotiques et la conformité aux lois camerounaises.

L'expert environnemental a salué la « transparence et l'ouverture d'esprit » de la délé-

gation brésilienne, des gages essentiels pour la pérennité du projet sur le site du barrage. Une rencontre stratégique a également eu lieu le même jour au siège d'Hydro Mekin à Bastos à Yaoundé. Les échanges avec le Directeur Général de la structure ont confirmé une parfaite convergence de vues.

Le projet IPM SA ne se contente pas d'être une initiative privée ; il s'inscrit dans une dynamique de développement intégré autour des infrastructures énergétiques du pays. Le 18 février 2026, une audience était au Minepia, suivie d'une rencontre auprès du ministre, directeur du Cabinet civil de la présidence de la République. L'objectif final étant la livraison du rapport de préféabilité sous quatre mois, ouvrant la voie à une révolution de la filière poisson au Cameroun.

Avec un coût global estimé à 19,95 milliards de FCFA (35 millions \$US), le projet ne se contente pas de viser le marché local. L'objectif est double : concurrencer les produits importés qui pèsent sur la balance commer-

ciale du pays, mais aussi exporter le tilapia camerounais vers la zone CEMAC et, à terme, profiter des opportunités de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF).

Fruit d'un partenariat international et local La force de ce projet, précise-t-on, réside dans son écosystème. IPM-SA s'appuie sur l'expertise brésilienne via le partenaire technique CIITTA, tout en bénéficiant du soutien des institutions nationales (Minepia, Minepat, API) et des collectivités locales. Le financement sera assuré par un mix de fonds propres, de subventions étatiques et de dettes bancaires, notamment auprès d'Afreximbank. Au-delà de l'aspect industriel, le projet se veut un moteur de développement social. Il prévoit la création de nombreux emplois directs et indirects, ainsi qu'une amélioration significative du pouvoir d'achat des populations riveraines.

En intégrant les communautés locales de Bengbis et Meyomessala, IPM-SA souhaite instaurer un modèle de croissance inclusive. Avec une mise en service prévue pour la fin de l'année 2028, le complexe de Mekin pourrait bien devenir le nouveau modèle de réussite de l'agro-industrie camerounaise.

B. E

PROJETS ROUTIERS

● 142 marchés attribués par le MINTP en 2025

C'est ce qui ressort de l'évaluation de l'exécution physique financière et comptable des projets du ministère des Travaux publics, faite au cours du comité Interministériel de suivi tenue, le 17 février 2026.

Les performances du ministère des Travaux publics (MINTP) sur l'exécution physique financière et comptable des projets du ministère des Travaux publics ont donc été évaluées.

Du bilan présenté par la direction des Contrats du Mintp, pour le compte de l'exercice budgétaire 2025, lors comité Interministériel de suivi du 17 février dernier, il ressort que s'agissant des contractualisations au cours de l'année 2025, 165 projets ont été programmés, soit 123 marchés par appels d'offres et 42 marchés en gré à gré. Et, seuls 142 marchés par appels d'offres et gré à gré confondus ont fait l'objet des attributions, soit des taux d'attribution par appels d'offres et en gré à gré de 85,54% et 100%.

Pour ce qui de l'exécution du budget de 2025, l'on relève qu'au terme de l'ordonnance du 11 juillet 2025 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi du 23 décembre 2024 portant Loi de finances pour l'exercice 2025, le Budget d'investissement public du MINTP est passé d'une enveloppe initiale de 638,576 milliards de



FCFA de Crédits de paiement (CP) à 611,488 milliards, soit une baisse de 27,088 milliards (- 4,42 %).

Au 31 décembre 2025, s'agissant des ressources internes du BIP à gestion centrale, l'on note : une consommation quasi totale des crédits budgétaires disponibles (99,7%) en termes d'engagement ; l'existence des décomptes non engagés du fait de l'épuisement des crédits disponibles (84 milliards ; 36% de l'enveloppe dispo-

nible) confirmant ainsi la sous couverture budgétaire en ressources propres de l'Etat.

S'agissant de la performance physique des projets, la présentation de la Division de la Planification de la programmation et des normes, l'on a relevé certaines contraintes à fort impact sur la performance des projets. Notamment, le retard dans la procédure de contractualisation des projets ; la qualité de la contractuali-

sation avec la sélection des entreprises peu performantes, ayant une mauvaise organisation, ainsi qu'une faible capacité de mobilisation financière, matérielle et en personnels.

Tout comme l'insécurité en zone d'exécution des projets couplée au phénomène des villes mortes ; le retard dans l'obtention de la non objection des bailleurs ; le retard dans le bouclage des conventions de financement ; le retard dans la libération des emprises et le déplacement des réseaux des concessionnaires.

Mais aussi, la difficulté pour les entreprises à mobiliser les cautions à la CDEC ; la volatilité de l'environnement international avec son impact négatif sur la chaînes d'approvisionnement et la flambée des coûts des matériaux de construction ; le retard dans la finalisation et de la validation des documents gouvernance technique et administrative des projets (avenants).

B. E

ADDIS-ABEBA

● **Le multilatéralisme au cœur des discussions entre l'UA et l'ONU**

A la faveur d'une rencontre organisée le 13 février 2026 au siège de la Commission de l'Union africaine en prélude aux travaux du 39^{ème} Sommet des chefs d'Etats et de gouvernements de l'UA entre Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU et Mahmoud Ali Youssouf, président de la CUA, les deux personnalités emblématiques ont insisté sur l'urgence du renforcement du multilatéralisme entre les Etats.

D'après le communiqué de l'UA les deux dirigeants ont réitéré l'engagement indéfectible des deux organisations en faveur d'un multilatéralisme axé sur les principes d'un leadership collectif et d'une coopération renforcée dans la poursuite de la paix, de la prospérité et du développement durable pour le continent et le monde.

« Dans un monde de divisions croissantes, ce Sommet envoie un message clair. Un message selon lequel la coopération doit être construite sur le respect mutuel et la confiance. Un message selon lequel les partenaires doivent viser à concrétiser le Programme 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine », a déclaré le patron de l'ONU.

Aussi, a-t-il évoqué pour le déplorer le fait que les pays en développement font face à un déficit annuel de financement des ODD de 4000 milliards de dollars. Et que les pays africains paient huit fois plus pour emprunter que les pays développés ; ce qui étrangle l'investissement et les opportunités.

Pour y remédier, les deux responsables ont dit leur détermination commune à approfondir la coopération stratégique conformément aux priorités continentales



telles que prévues par l'Agenda 2063 de l'UA, ainsi qu'aux buts et principes de la Charte de l'ONU. Les questions de paix et de sécurité régionales, le développement durable et la transformation économique inclusive n'étaient pas en reste. Les différents orateurs sont persuadés que l'industrialisation de l'Afrique était indispensable afin de lui permettre d'atteindre ses objectifs de croissance, de créer les emplois dignes pour la jeunesse frappée de pleins fouets par le chômage et de consolider sa stabilité à long terme. L'Union africaine, un fleuron du multilatéralisme

Afin d'atteindre leurs objectifs, l'argent étant le nerf de la guerre, Antonio Guterres et Youssouf se sont engagés à intensifier leur action conjointe auprès des institutions financières internationales et des acteurs financiers mondiaux. « Le secrétaire général a également été invité vendredi à participer au deuxième sommet Italie-Afrique, organisé en marge du sommet de l'UA, samedi. M. Guterres prononcera son discours d'ouverture du Sommet de l'Union africaine », précise un communiqué de l'ONU.

De sources bien informées, il rappellera dans son allocution aux dirigeants africains que l'UA est un fleuron du multilatéralisme. Et évoquera le partenariat l'Union Africaine et les Nations Unies, qui a franchi de nouveaux galons ces dix dernières années. Au cours de cette grand-messe ayant pour thème « Garantir un approvisionnement durable en eau et des systèmes d'assainissement surs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 », l'Angola cèdera son siège au Burundi.

Afin de faire de ce rendez-vous international qu'accueille une fois de plus la capitale diplomatique africaine du 14 au 15 février 2026, le Gouvernement Ethiope a mobilisé de gros moyens pour faire de la visite des délégations un succès sans précédent.

Dans les couloirs du siège de la CUA, les conversations vont bon train également sur la Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)-CM VIX qu'abritera Yaoundé du 26 au 29 mars 2026, une grande première en Afrique subsaharienne.

Joseph Kapo, envoyé spécial à Addis-Abeba

ENJEUX SÉCURITAIRES

● **Faire taire les armes en Afrique**

Le 39^{ème} Sommet de l'UA s'est tenu dans un contexte géopolitique de crise. La fragilité politique et institutionnelle d'un certain nombre des pays préoccupe. Les conflits ouverts ou latents deviennent chroniques. Les changements institutionnels (Coups d'Etat) de gouvernement refont surface et rappellent les temps obscurs postindépendance.

Le premier dirigeant à s'inquiéter de la situation explosive qui prévaut dans certaines zones du continent, c'est le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, le 14 février, devant les chefs d'Etats réunis à Addis-Abeba. « Il est primordial de se pencher sur la souffrance de nos populations, victimes de guerre, d'injustices, de déplacements. On ne peut pas passer sous silence leur calvaire quotidien. Du Soudan au Sahel, à l'Est de la République démocratique du Congo, en Somalie et ailleurs, nos populations continuent à payer le prix fort de l'instabilité ».

Le Djiboutien entend faire du retour à la paix, son principal cheval de bataille. « Dans notre exercice de la présidence, nous ne ménagerons aucun effort en faveur de l'initiative « faire taire les armes », qui incarne l'aspiration profonde de nos peuples à vivre dans la sécurité, la dignité et l'espérance.»

En effet, souligne-il, l'Afrique ne gagnera pas la bataille du développement, tant que les balles continueront de siffler dans certaines de ses régions. La situation à l'Est de la République démocratique du Congo, dans le Sahel,



en Somalie, au Soudan et en République centrafricaine le rappelle chaque jour. Les crises dans ces pays affectent d'une manière ou d'une autre l'ensemble du continent. Chaque conflit freine les économies et compromet l'avenir de millions de jeunes Africains. « C'est pour cela que je lance un appel à chacun de nous de soutenir les mécanismes de prévention des conflits de l'Union africaine et

parler d'une seule voix pour faire taire les armes », explique le Djiboutien Mahmoud Ali Youssouf.

Prévention des atrocités

Une déclaration qui reflète « l'inaction des Etats membres et des dirigeants de l'UA lorsqu'il s'agit de promouvoir la responsabilité et la prévention des atrocités à leurs frontières », a regretté par ailleurs Laetitia Bader, directrice pour la Corne de l'Afrique au sein de l'ONG Human Rights Watch. En près de trois ans de guerre au Soudan, l'UA « a manqué plusieurs occasions de condamner les atrocités horribles commises contre les civils par les belligérants, notamment par les Forces de soutien rapide », a-t-elle lancé.

Sur la guerre à l'Est de la RDC, le nouveau président de l'UA Évariste Ndayishimiye a rappelé l'importance d'une application des accords de paix de Washington. Le président sortant de l'UA, João Lourenço, quant à lui, sans citer aucun nom, dénoncé, de façon virulente, les élections qui « blanchissent » des coups d'Etat sur le continent. « Nous assistons à l'émergence d'un nouveau phénomène qui ne saurait être légitimé, ni validé par le

Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine », a déclaré l'Angolais.

Avant de poursuivre, à la tribune de l'UA: « Quand nous parlons de la nécessité de rétablir l'ordre constitutionnel, après avoir pris le pouvoir par des moyens inconstitutionnels, nous ne disons pas que cet ordre constitutionnel a été rétabli juste parce que les auteurs d'un coup d'Etat ont organisé des élections pour se faire élire, car ceci est une forme de blanchiment d'un acte illégitime qui, malheureusement, commence à être perçue comme normale et donc acceptable, alors qu'en réalité, cela menace les fondements mêmes de nos principes ainsi que la paix et la sécurité de notre continent.»

La création d'une « plateforme commune » de dix-huit pays sur les questions de sécurité a ainsi été annoncée pour « les prochaines semaines ». Décision qui ne met pas un terme aux critiques visant le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Elles pointent du doigt son impuissance face aux multiples conflits en cours sur le continent.

J.K, envoyé spécial à Addis-Abeba